



« il m'arrive de douter, c'est un vrai doute – ne sommes-nous pas, nous autres Européens, beaucoup, beaucoup, beaucoup trop naïfs ? »

Nicolas Sarkozy
au Salon de l'auto octobre 2008

Premières leçons de « La Crise économique 2007-2009 » Vers l'instauration d'un *Nouvel Ordre Mondial*

Les réactions les plus communes face à cette dite Crise se résument en deux exclamations :

« Je n'y comprends rien ! » ou sa variante : « je n'y comprends **plus** rien », selon que l'on a affaire à un *quidam*, ou à un *spécialiste*... qui se trouvent ainsi réunis !

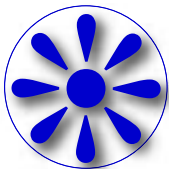
En réalité, les choses ne sont pas si compliquées qu'il y paraît. Disons qu'elles sont simples dans leurs principes, complexes dans leurs applications, et compliquées par la bêtise, l'avidité sans bornes, et la méchanceté des hommes.

Avant de commencer, il n'est pas inutile de préciser, d'une part que mon horizon sera plus politique que strictement financier ou économique ; et, d'autre part, qu'au cours de mon exposé, des allusions seront faites à une « oligarchie ⁽¹⁾ totalmondialistes » ⁽²⁾... à une caste, nécessairement apatride, et logée dans le gras américain... Il ne s'agira donc pas indistinctement « des Américains » qui ne seraient qu'en partie complices, et largement victimes...

La Crise !... – dit-on, sans qu'il soit nécessaire d'ajouter de qualificatif – est, à vrai dire, un euphémisme que nous pouvons d'emblée traduire par « révolution ». En effet, l'*effet domino* – autre litote – s'il s'applique à la finance, n'est qu'un épisode. Elle-même est l'élément déclencheur d'une logique d'une tout autre portée... d'une ampleur à la mesure du cataclysme financier, économique et politique auquel nous assistons, et dont nous ne connaissons pas encore quelles seront toutes les conséquences... non seulement à l'échelle nationale, internationale et planétaire, mais aussi dans nos vies personnelles, familiales et communautaires.

Les faits

On voudrait nous faire accroire que les négligences et abus de quelques imprudents sans scrupule, (encouragés, notons-le bien, par un taux directeur incitatif de la Federal Reserve Bank) (la FED) –, ces excès, dis-je, auxquels l'on a rajouté quelques parachutes dorés, il est vrai scandaleux, jetés en pâture à la vindicte populaire – auraient suffi à déclencher – *effet domino* oblige – un big-bang financier à l'échelle du monde... le tout nappé d'un « ne craignez rien »... qui fait peur ?



La situation a tout d'un coup monté...

A toute chose malheur est bon, nous dit-on, il sortira de cette adversité, un *nouvel ordre* financier, monétaire et économique et donc politique... meilleur. Ce dont on peut fortement douter, car tirer le bien du mal n'a jamais été l'apanage des criminels eux-mêmes.

Je suppose que, comme beaucoup, vous vous sentez frustrés, désemparés, impuissant, incompetents... et que vous voudriez bien comprendre ; dans ce cas, il convient de commencer, non par gober tout rond ce que nous présentent les médias, mais par aller à la source historique de cet effondrement financier qui pourrait bien être dû à une tout autre cause que celles annoncées. Il nous faut envisager que ce chamboulement ne fût peut-être pas dû à un ensemble de causes fortuites, mais que cette origine fut, si ce n'est entièrement fomentées, du moins lucidement assumées.

Il convient en effet de considérer le phénomène dans son ensemble : tenants et aboutissants... et de chercher les racines lointaines de la logique qui a initié la crise actuelle. Pour cela je vous conseille vivement de lire les documents annexés en "IIDf". Il s'agit de deux histoires critiques⁽³⁾ mais objectives de la monnaie, intitulées : "**L'escroquerie monétaire mondiale**", par Eberhard Hamer, professeur à Hanovre (daté de juin 2005)... et "**Les secrets de l'institut d'émission de la monnaie aux États-Unis**" (FED) par Wolfgang Freisleben de Vienne... et des analyses et des solutions préconisées par Maurice Allais, économiste français, prix Nobel d'économie en 1988. Ces documents, très éclairants, contribueront efficacement à faire comprendre les origines véritables et profondes de cet effondrement... et les remèdes à administrer.

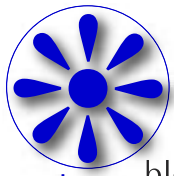
Pour aborder dans de bonnes conditions l'étude de cette dite crise, plusieurs dispositions de nos esprits sont requises :

Posture favorable

- Une fois familiarisé avec ces préalables, mais faute de connaître a priori les tenants et aboutissants de la crise actuelle, et ceux qui, entre les deux, pourraient bien être à la manœuvre... il restera nécessaire d'analyser les événements au jour le jour ; non de se satisfaire des informations endogènes, mais en suivant l'évolution de la situation à la lumière d'un esprit critique nourri aux leçons tirées du passé, mais également de celles tirées des événements proches, afin de jauger l'état d'esprit d'éventuels *comploteurs*.
- Une deuxième disposition consiste à se persuader que « *Tout ce qui est officiel est faux* » comme le répète à l'envie notre ami Bernard Pouyé qui reçut cette sagesse de l'archéologue Fernand Benoît ; règle à laquelle nous pourrions ajouter : « *...même si c'est vrai* », car dans ce cas –fortuit– cela le serait pour de mauvaises raisons, de mauvaises façons, ou avec de mauvaises intentions.
- Ajoutons à ces deux prédispositions, une troisième sans laquelle cette dite *crise* resterait incompréhensible ; elle consiste à : *croire au Mal*. Je veux dire à l'envie – à laquelle conduit la *cupidité*... *Haine-envie*, qui commence par vouloir ce qu'a l'Autre, et finit par vouloir être ce qu'il **est**, c'est-à-dire qu'il ne soit pas... ou le moins possible.
- Une ultime recommandation –indispensable elle aussi à la compréhension de la situation– consiste à faire sauter un des verrous mis préalablement en place : «le thème du complot ».

Vous avez dit : « comploteurs » ?

J'ai, en effet, il y a un instant, fait allusion à « d'éventuels comploteurs ». Or, il est vrai, le complot a mauvaise presse... mais il ne faudrait pas qu'une légitime méfiance devienne une barrière à son éventuelle prise en compte... Certes n'en faisons pas un objet de *crédulité* inconditionnelle et démobilisatrice, ni une *croyance* en la réussite inexora-



ble et radicale de tout complot... Ne les confondons pas non plus avec les projets tenus secrets pour de bonnes raisons... quand même ils seraient considérés par ceux qui y sont opposés comme cabales, intrigues, machinations, manigances, conspirations, conjurations... ou tout simplement dénoncés par les mêmes comme abusifs, imprudents, irréalistes, voire pervers...

Pour encourir le terme de *complot* il est nécessaire que leurs *instigateurs* outrepassent leurs prérogatives, leurs pouvoirs, leurs devoirs... ou la justice. Malheureusement et significativement il manque de termes mélioratifs pour désigner d'éventuels « bons » complots... Quoi qu'il en soit, il serait naïf de s'imaginer que toute *vérité* est toujours bonne à dire à tous ; il est parfois utile, voire indispensable, de recourir à certaines actions confidentielles ou même secrètes. Gardons donc à notre disposition cette éventualité dans notre arsenal mental... qu'il s'agisse de *secrets*, fussent-ils d'État, ou de *complots* ourdis hors de toute morale.

Si nous portons les choses à leur paroxysme, disons que s'il y a des secrets d'État, d'autres fomentent des complots contre l'État. Aphorisme à transposer à tous les étages de tous les domaines... finances incluses. Refuser par principe d'envisager cette hypothèse revient à se limiter aux causes obvie et exotériques : à se limiter aux apparences... et donc à se priver des solutions correspondantes.

Or, c'est une évidence, tout projet confidentiel, ou toute conspiration clandestine ne valent que par le secret dont ils sont entourés. Découvrir ou dévoiler un secret ou une machination, leurs tenants ou aboutissants... revient à le ruiner...

Forts de ces dispositions d'esprit, investissons maintenant notre sujet. Mais nous n'en avons pas fini avec les préalables, mais maintenant, ce sont des préliminaires de La Crise dont il s'agira !

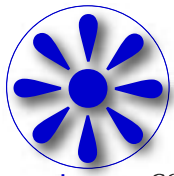
Les préalables

On était arrivé, nous dit-on, au bout des conséquences d'une euphémique (encore !) déréglementation, dont les bénéficiaires étaient en réalité *la fédération des trois pouvoirs économiques (donc financiers), médiatique et culturel*... Les ruines devenues dangereuses, leur mise à bas était un impératif. Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner qu'une *synarchie totalmondialiste* (véritable mafia à l'échelle de la planète) – *si toute fois nous admettons la possibilité de son existence* – ait pris l'initiative de leur effondrement... et de la récupération de la situation à son profit !

Peut-être même cette situation était-elle le premier élément d'une stratégie mûrement réfléchie et dosée. Dans ce cas bien évidemment la part du feu, et celle des contre-feux, étaient de la partie, si ce n'est dans le détail, du moins dans ses grandes lignes. Il s'agissait de lancer une logique – un effet domino, braves gens !... Les dégâts collatéraux – impossible de tout prévoir – accreditant le caractère conjectural ou spontané de La Crise...

On peut même aller jusqu'à se demander si la déréglementation qui a abouti à cette situation délétère – sous couvert d'une forme de libéralisme (destinée à disparaître) – ne faisait pas elle-même partie de la préparation du terrain. Toujours est-il que, *l'avant-crise* – provoquée ou exploitée, probablement quelque part entre les deux – permit aux instigateurs de réunir les dernières conditions de la réussite du plan de bataille qu'on allait mettre en application... Car, tout porte à croire qu'il s'agit bien d'une guerre ; d'une guerre d'expansion, de colonisation, d'annexion, d'asservissement dans tous les cas... au service d'une caste qui projetterait de se rendre maître du monde.

Qui peut dire que cette hypothèse est absurde ? et pour quelles raisons ? Que des instances internationales aient un plan pour arriver à leurs fins, n'est-ce pas, dans une



certaine mesure, logique, pour ainsi dire normal... n'était-ce la perversité des intentions de ceux qui disent vouloir assurer le Bien Commun à l'échelle de la planète... mais n'ont d'autre objectif que le service de leurs intérêts propres, dans le seul but de satisfaire leurs folles ambitions ? Dans ces conditions, "ils" auraient beau jeu de jouer sur les deux tableaux ; le "bon" cachant le pervers ; le Bien commun... son bien propre. L'affirmation contraire – reposant sur les limites de l'avidité des hommes, et le refus a priori de la possibilité de l'existence d'une telle machination – condamne à se satisfaire des apparences et donc à être dupe.

Toujours est-il que les préalables – et en premier lieu la confédération internationaliste et mondialiste des trois pouvoirs (culturel, médiatiques et économiques) que nous dénonçons – étaient en place aussi bien aux États-Unis où ils séjournent, que dans le reste du monde (avec de l'argent on peut tout faire). Les préliminaires – dont l'efficacité apparaît d'ores et déjà comme redoutable – assurés, tout était prêt pour une action décisive.

Un "11 septembre financier" ?

Le *Nouvel Ordre Mondial* de "leur" rêves n'en finissant pas d'arrivé – la main mise sur un pétrole renchéri ayant fait long feu, et celle sur l'agriculture mondiale faux bond – il fallait un électrochoc pour obtenir l'enclenchement du processus. Cet amorçage, sur bien des aspects (n'entrons pas ici dans le débat sur son origine problématique)..., gagne à être comparé à la destruction des deux tours jumelles qui, à l'évidence, n'a pas elle non plus révélé ses dessous, mais a permis l'obtention immédiate des autorisations et des crédits indispensables pour envahir l'Irak, assassiner son président... et lui ravir son pétrole... et autres avantages collatéraux.

Ici le but serait d'une tout autre envergure, puisqu'il s'agirait de se doter de moyens non

plus accessoires, mais décisifs, dans la course à l'hégémonie mondiale...

Au point où nous en sommes, passons maintenant du conditionnel (difficile à tenir) à l'indicatif...

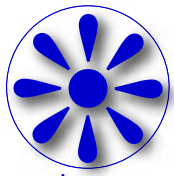
La manœuvre...

Le but de la manœuvre semble bien avoir été l'obtention d'une réaction en chaîne, et pas seulement au sein de la finance, nous le disions en commençant. **La crise du capitalisme financier en effet devait entraîner celle de l'économie, et cette dernière celle du politique... par le lien créé à cette occasion entre la finance et la politique... Arrimage obtenu par une recapitalisation des banques, et le soutien financier au grand capital, par le biais des grandes industries... renflouement devenu nous dit-on indispensable.**

Cela, sans que personne n'ait envisagé de réaliser cette recapitalisation par l'apport des réserves propres... pourquoi pas rendue obligatoire en rétorsion pour malversations, imprudences et impérities. Riposte, il est vrai, devenue impossible par la rupture des rapports reliant les États, ou groupements d'États, avec la monnaie de référence, le dollar, devenue privée !...

Pourquoi, dans ses conditions, ne pas avoir exigé la modération des augmentations scandaleuses des primes, et le rééchelonnement éventuel des crédits pervers qui auraient provoqué la cascade de désordres que nous connaissons... mesures éventuellement assorties d'aides des États, non aux banques, mais aux petits épargnants imprudents et abusés... Pourquoi ces malversations, non seulement ne seraient-elles pas soumises à la Justice, mais au contraire récompensées ?

Or, la mise en place des *plans de sauvetage et sauvegarde* ressemble à un hold-up de la très haute finance au détriment des États, et cela après qu'elle eut été complice de ceux qui ont indignement berné les petits épargnants...



Pourquoi renflouer les Banques, qui, malgré quelques déconvenues, regorgent de réserves, (on est ici dans la cour des grands !). Rupture pour rupture, il eut été plus sage, pour faire cesser cette grève scandaleuse des financiers – accompagnée du chantage indigne de ne plus assurer les crédits – de menacer de nationalisations effectives, si ce n'est les banques elles-mêmes du moins la monnaie... ce qui ne serait pas du socialisme comme le clament certains trop prompts à tirer la couverture à eux. La monnaie ne devrait-elle pas redevenir une prérogative régaliennne ? Les États ne doivent-ils pas rester maîtres de la monnaie, tout en laissant aux Banques, sous contrôle, un rôle de simple gestion... avec avantages et servitudes...

Un nouvel ordre mondial

Simple hypothèse ? Certes – secret, plan ou coup monté – nous sommes réduits à conjectures ; mais les éléments s'accumulent qui rendent cette présomption possible, voire probable. Tout s'additionne et va dans le sens d'une machination.

Les *subPrimes*, additionnées aux *parachutes dorés*, servirent de déclencheur, nous assure-t-on... Remarquons cependant : quelles que soient les explications, il y a une disproportion abyssale entre le mal tel qu'on nous le décrit, et les remèdes administrés. Les sommes vertigineuses octroyées... en remerciement des acrobaties financières, imprévoyances, impudences, inconséquences des banquiers qui, de plus, ne demandaient rien... sont incompréhensibles !

Pourquoi acheter la confiance, qui n'est pas une denrée... si ce n'est pour une cause inavouable. Seulement voilà, de cette manière, on a enrichi davantage encore les banques, on se les a conciliés, et on les a rendus redevables d'avance pour services à venir. Résultat, *l'amarrage des États appauvris, aux banques enrichis*. Sachant le rôle de l'économie, et qui

tient les banques, devinez qui dorénavant est maître de la situation ?...

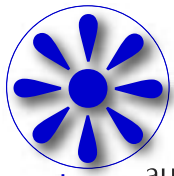
Ajoutons à cela, que – preuve supplémentaire qu'il s'agirait bien d'un complot – les États avaient été au préalable accoutumés à ce que, de tenants de la souveraineté, ils soient réduits à gouvernance, c'est-à-dire tout juste bons à gérer les crises, et à essuyer les plâtres... Les gouvernements internationaux mondialisés, puis le gouvernement mondial qui suit... se réservant d'incarner le pouvoir réel. *Subsidiarité* pervertie à laquelle l'on nous a habitués...

Un état de guerre

Toujours dans la perspective d'un gouvernement mondial aux mains d'une caste totalmondialiste – pour ne pas dire totalitaire –, revenons sur l'état de guerre... pour l'heure financière. Qui sont les ennemis ? si ce n'est ceux qui se mettent en travers du chemin des mentors du totalmondialisme. En premier lieu, l'Union Européenne, concurrence dangereuse ; puis, l'Asie : la Chine – qui, elle aussi, aspire à jouer un rôle mondial –, et le Japon ; mais aussi – en prenant les devants – l'Inde et la Russie. Ensemble de nations qui offrent des perspectives inquiétantes pour qui veut gouverner seul.

Suivons bien le cours des choses, nous y verrons la marque de ceux qui mènent ce bal d'enfer. Et ils n'ont pas encore tiré tous les avantages recherchés à l'occasion de La Crise, qui, répétons-nous, est d'abord, mais pas seulement, financière. Mais l'argent n'est pas tout, il n'est qu'un moyen. L'affaiblissement des États étant acquis, par le truchement de l'effondrement financier, on doit encore atteindre les économies et par là le social... alors les nations seront à genoux. C'est l'objectif, le préalable pour atteindre le but : l'hégémonie mondiale.

Les premières visées sont désormais atteintes – on le constate déjà – le pouvoir d'achat diminue, le chômage augmente, la récession s'installe et par là – autre objectif – les importations vont diminuer sensiblement,



au grand dam des pays émergents... C'est ainsi que le crack boursier peut se transformer en cataclysme planétaire... laissant, à la synarchie totalmondialiste, la route libre et quelques années de répit pour avancer ses pions, et étendre sa main mise.

Le pire resterait donc à venir...

Des Institutions, vous dis-je !

Pendant ce temps-là, en effet, les discours politiques lénifiants et ingénus se multiplient : « *Nous avons une parfaite identité de vue ; toutes les décisions, toutes les préparations, toutes les analyses, nous les faisons ensemble* » affirmait Sarkozy, la main sur le cœur, en pleine crise, à la veille du sommet de l'Eurogroupe. Ça vous rive au fond de l'âme l'impression que *l'on est entre de bonnes mains...*

Les déclarations des instances internationales – déjà en place et semi-mondialisées – comme le *Fonds monétaire* du même qualificatif, sont de la même eau. Cependant, des allusions, dites négligemment au détour des déclarations et discours, peuvent passer inaperçues, comme par exemple : “*une telle crise montre la nécessité de s'entendre [comme larrons en foire ?] et de créer les institutions indispensables...*”.

À crise internationale, remèdes mondiaux... nous connaissons la musique !

L'irremplaçable et inénarrable Jacques Attali n'est pas en reste. Par ses outrances, il passe pour un *décalé*, un original, un provocateur inoffensif... mais il colporte des ragots futuristes qui, demain, seront des réalités auxquelles il est nécessaire d'habituer les gens, avant de les leur imposer...

Les uns et les autres, à un moment ou à un autre, insinuent que nous allons vers « *un État de droit mondial qui nécessitera une (euphémique) régulation internationale, et les institutions qui vont avec...* ». « *Plus d'institutions internationales* » confirme, au milieu d'un discours creux, le sérieux (dans le domaine économique en tout cas !) Dominique Strauss Khan...

“*La mise en place d'institutions*” revient à tout propos sur le tatami politique... De nationales, elles deviendront internationales ; puis, n'en doutont pas, s'effectuera leur recyclage à l'échelle mondiale... Il est évidemment plus facile de contrôler une institution que, directement, ce qu'elle chapeaute...

Vous l'aurez compris « *les Institutions !* » : voilà un passage obligé vers un mondialisme structuré !

Les larrons intermédiaires

Reste que toutes ces déclarations ne prennent vraiment leur sens que mises dans une perspective d'un plan *totalmondialiste totalitaire...* loin de toute idée d'une mondialisation organisée selon une subsidiarité de bon aloi, et fonctionnant dans le bon sens : celui de délégations de pouvoirs ciblées, confiées par les États-nations, ou leur groupement, à des instances, voire des institutions non souveraines, donc soumises à gouvernance et au contrôle des États.

Ces institutions – qu'elles soient nationales, internationales (européennes en ce qui nous concerne) ou, pourquoi pas mondiales – ont un rôle *supplétif*... elles sont instituées directement ou indirectement par les États pour qu'elles les assistent dans la prise charge de problèmes qu'ils ne peuvent assurer seuls dans un contexte désormais mondialisé... J'ai bien dit un rôle *supplétif*, et non le contraire, qui consiste à confisquer et à centraliser l'ensemble des pouvoirs à un niveau qui se déclare supérieur, tout en se défaussant sur les États des seules corvées d'une gouvernance toute relative et sous leur contrôle. Ce qui est le monde à l'envers !

Le libéralisme nouveau arrive

Dans ces conditions, le combat entre libéraux et antilibéraux est désormais dépassé, intégré ; l'alternative est maintenant entre la solution *proposée* par les synarques totalmondialistes... et le chaos. Or, leur solution – si toute fois nous voulons la connaître – on la trouve au travers des discours récurrents aux-



quels nous venons de faire allusion : « *nous sommes condamnés à nous entendre, personne ne s'en sortira seul... puis (plus bas) : il nous faut des institutions internationales...* (le ton remonte) *faites-nous confiance*, (il devient autoritaire) *nous avons tout prévu.* » Imaginons la suite, le non-dit : « *nous avons des initiés en place dans les instances nationales et internationales, dans les médias et dans le milieu culturel... Ne vous inquiétez pas, ils ont en poche la teneur des discours ; ils savent les directions et les décisions à prendre... et celles vers lesquelles il ne faut surtout pas se diriger : les interdits et les tabous que l'on ne peut à aucun prix transgresser, ni même seulement envisager...* »

Ce n'est pas tant le libéralisme philosophique, ou le capitalisme libéral qui sont en cause, mais ceux qui se servent de ce qualificatif comme d'un paravent et d'un sauf-conduit. Car la liberté –c'est le moment de la rappeler– concerne la manière de faire ce que l'on doit... et non ce qui sert ses seuls intérêts. La liberté vaut –est féconde– ce que valent les limites qui la contiennent. Or, des limites, ceux qui en veulent à nos libertés sauront, n'en doutons pas, en imposer... mais ce ne seront pas celles productrices du Bien commun...

Le libéralisme est mort, vive le libéralisme... nouveau. Qu'il soit financier, économique ou politique – et celui philosophique qui va avec –, le libéralisme *de bois* sera tout autre... Ce sera un décalque pervers de la notion saine de liberté : nous serons *libres, et même forcés de l'être... mais ce sera une liberté octroyée... de faire ce que l'on nous dictera.* En somme, le contraire de la liberté ! Ne nous y trompons pas, le goulag nouveau arrive... généralisé, mental, intellectuel et spirituel celui-là...

Espoirs déçus...

Pour le moment, le plan semble se dérouler comme prévu... non tant, nous le disions, dans le détail, trop complexe à maîtriser sans révéler la manœuvre, mais au contraire, à l'abri de ce désordre superficiel.

Évidemment, tout n'est pas perdu... mais n'allons pas mettre nos espoirs dans les leurres que l'on secoue sous notre nez :

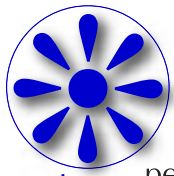
Non ! nous n'assistons pas à un retour de l'État. Complètement siphonnés (mot qui, pris dans sens populaire, vaut ici son pesant d'or !), exsangues, les États, surendétés, privés de leur souveraineté, et réduits à gouvernance, sont désormais affaiblis et enchaînés au boulet des banques... à moins que ce soit le contraire ! Les oligarques ont de beaux jours devant eux...

Non ! à la faveur de La Crise, l'Europe ne s'est ni soudée, ni refondée. Si, le danger aidant, elle a parlé d'une seule voix, ce fut pour dire « chacun pour soi ». Ce qui était « bien » hier ne l'est plus : aider, une entreprise était déloyal (et contraire au traité de Lisbonne)... cela se fait aujourd'hui à grande échelle et au grand jour, et personne n'y trouve à redire...

Non ! La Crise ne sera pas non plus l'occasion d'un nouveau départ financier et monétaire plus sain, plus juste. Nous y allons lentement ; mais désormais c'est brutalement que l'on tente de nous imposer un nouveau système annoncé comme tel : sain et juste... mais ce sera à l'aune d'une morale et d'une justice qui n'ont pas grand-chose à voir avec de bons principes, et avec nos libertés...

Non ! le nouveau président américain, visiblement formaté en vue des circonstances présentes, n'y changera rien. À ce niveau un homme même bien entouré est impuissant... de plus, tout était en place pour l'accueillir, le conseiller, l'inciter, le forcer si besoin s'en fait sentir... à gouverner dans la direction qui lui sera édictée...

Il est vrai que Obama a le profil idéal pour ceux qui veulent à leurs pieds un monde égalisé et indifférencié. Trois fois métis : africain, indien et américain, une religion au mieux exotique, et une culture tout aussi métissée. Autre avantage ce n'est pas un financier, mais un juriste ; or avec le droit, il n'est pas difficile de composer, et sa *lettre* n'a jamais vivifié



personne. Les « conseillers » vont s'en donner à cœur joie... Il est, en effet, à craindre que son air d'en avoir deux – comme c'est généralement le cas – cache une vacance, et non une profondeur.

Non ! Nicolas Sarkozy, notre bouillant président, tel Spiderman, ne nous sortira pas du guêpier où nous sommes – comme il le croit – par la magie de sa seule intervention. Il est même à craindre que, nonobstant la déclaration mise en exergue, il soit sous influence. Par exemple, lors de son voyage éclair à Washington, il a semble-t-il été chargé d'une double mission : la neutralisation des paradis fiscaux, et la mise en place d'un « *gouvernement économique européen* » (pas moins ! alors que c'est ici qu'il faudrait parler d'un pôle de gouvernance...). En attendant, voici une autre institution recyclable qui s'annonce...

Peut-être joue-t-il au plus fin, mais c'est là un jeu dangereux... Peut-être se prend-il pour David avec sa fronde en poche ?... mais est-elle bénie des dieux ? Rien n'est moins sûr...

Non ! la reprise n'effacera pas les conséquences profondes de cette révolution. La preuve en est qu'une fois les risques pris en charge par les États – donc les conditions de la confiance rétablies – les répliques sismiques continuent leurs ravages. Pourquoi si ce n'est parce les objectifs en vue d'un nouvel ordre mondial n'ont pas encore été atteints. Il est à craindre que la reprise, lorsqu'elle aura lieu, soit le signe de notre complète reddition...

Espérons cependant, qu'à l'occasion de cette dite crise, le doute s'insinue et que la leçon porte :

Que l'on en vienne à une Europe plus pragmatique, à une "Europe des nations"... que l'on évolue d'une fédération vers une confédération... on peut toujours rêver... ; que l'on en vienne à passer de l'égalité à l'équité ; de l'unidimensionnel au multidimensionnel ; de l'uniformité à la diversité, et tant qu'on y est, à la fantaisie...

À moins que, le calme revenu, nous retournerions à nos vieux démons idéologiques qui font passer les idées avant les faits... et l'intérêt des trois castes fédérées (culturelle, médiatique et financière), avant l'intérêt commun...

L'espérance

On nous annonce un changement total. Il le sera. Comme tous les totalitarismes, on tendra à réaliser la concaténation radicale de nos trois grands domaines existentiels : le politique, le religieux et le culturel. Une pensée unique et obligatoire unifiera les hommes au grand dam de nos libertés. Lorsqu'on se rendra compte de la perversité de ce monde nouveau, on saura, mais un peu tard, qu'il eût mieux valu moraliser les institutions, que d'être soumis à un ordre moral.

Michel Masson

Note : une cause plus profonde encore de *La Crise* est envisager en IIDf, sous le titre "*Une double machination ?*"

- (1) **Oligarchie** : gouvernement par un petit nombre
- **Synarchie** : gouvernement par plusieurs chefs
- **Ploutocratie** : gouvernement par et pour l'argent
- (2) **Totalmondialisme** : concaténation de deux mots :
- Tout d'abord **la mondialisation qui est un fait** – un fait horizontal –, tandis que le **mondialisme est une idéologie** (c'est-à-dire une *idée du monde qui précède sa réalité*, au lieu de la prendre en compte).
Le préfixe Total quant à lui, vise la **verticalité**, la profondeur de la fonction : je veux dire par là sa prétention à étendre sa mainmise dans tous **les domaines** existentiels : politique, religieux et, ce que nous nommerons faute de mieux, le culturel.
- (3) Disons, pour résumer à l'extrême, qu'il s'agit de deux exposés saisissant allant de la transformation calculée de la monnaie basée sur l'étalon or-métal jusqu'au chiffon de papier actuel. Monnaie de singe qu'elle est devenue tout en se mondialisant, et – tenez-vous bien – en passant dans des mains privées...